

Ancienne usine de GDS : place à deux entreprises de l'éolien

Deux entreprises du domaine de l'éolien s'installent au parc industriel du port de Gaspé, dans l'ancienne usine du groupe GDS, rachetée par la municipalité. Éocycle Technologies y fabriquera des alternateurs de faible puissance, tandis qu'AAT y construira ses tours de mesure de vents, pour un total de 30 employés.

Le conseil municipal a entériné lundi le rachat de l'usine de transformation du bois, fermée depuis 2006. Une partie du bâtiment fera office d'incubateur d'entreprises, avec des baux de trois ans renouvelables une fois. « Ça va permettre à nos entreprises d'avoir des locaux à prix intéressant, pour faire le pas (de se construire) par la suite », explique François Roussy, le maire de Gaspé.

Éocycle Technologies développe ses alternateurs depuis 2003 à Gaspé. Elle n'attendait que des locaux pour commencer la production, avec dix employés. « C'est important d'investir dans le développement de nos produits, et non en immobilisations. (...) On a déjà des clients, on a des commandes, mais on se limite, parce qu'on n'a pas d'endroit pour produire », explique Éric Adams, d'Éocycle.

Jusqu'ici, la firme a vendu trois alternateurs. L'un, acquis par Vertica, un fabricant québécois d'éoliennes, est en opération à la Biosphère de Montréal. Éocycle fait valoir que ses alternateurs, « à attaque directe et à aimant permanent », sont mieux adaptés au climat québécois, plus légers, et nécessitent moins d'entretien.

La firme AAT, qui compte 20 employés, fabrique déjà des tours de mesure de vent dans le bâtiment du groupe Ohmega, de Gaspé, l'entreprise dont elle est issue. Toutefois, ses ventes ont augmenté de 30 % en moyenne depuis 2005. « Juste en Europe, on a triplé notre nombre de ventes entre 2006 et 2007 », affirme Christian Vézina, président-directeur général d'AAT.

AAT était donc à l'étroit. Le déménagement, « ça nous permet de faire le pont. Dans trois à six ans, on sera prêt à se bâtir », indique M. Vézina.

La municipalité acquiert l'usine et les terrains de GDS au prix de 525 000 \$. Il en coûtera 5 millions \$ de plus pour l'aménager. Le garage municipal, Transports Québec et le Centre de gestion des équipements roulants du gouvernement du Québec y déménageront leurs installations de Gaspé. ([Le Soleil](#))

MRC - Résistance aux nouvelles règles

Une nouvelle règle comptable mécontente les élus des municipalités régionales de comtés.

Les MRC devront cette année inclure dans leurs états financiers des organismes, ceux des organismes qu'elles chapeautent. Ainsi, les états financiers des centres locaux de développement ou ceux des organismes de loisirs devront s'intégrer au budget des MRC.

Les MRC estiment qu'en plus des coûts supplémentaires pour le milieu municipal, cela viendra réduire la capacité d'emprunt des MRC.

Le préfet de Bonaventure, Jean-Guy Poirier explique que l'ajout du budget du CLD de Bonaventure aux états financiers de la MRC aura des conséquences énormes. « J'ai fait une simulation pour Bonaventure, mon taux d'endettement sera de 252 % », précise-t-il.

Le préfet estime que Québec transfère ses responsabilités aux élus. « Les états financiers du CLD sont envoyés au gouvernement, alors pourquoi le gouvernement ne fait pas le travail? Il nous demande de faire pour lui le travail en fin de compte », soutient Jean-Guy Poirier.

Selon la ministre des Affaires municipales et députée de Bonaventure, Nathalie Normandeau, la décision de consolider les états financiers vient de l'ordre des comptables et ce sont des normes pancanadiennes.

La ministre explique que Québec n'a pas vraiment le choix d'imposer la mesure.

Malgré tout, les MRC de la Gaspésie, Bonaventure, Avignon, Haute-Gaspésie, ont indiqué qu'elles ne respecteraient pas cette nouvelle directive. (Radio-Canada)

Formation collégiale - Matane déjoue les prédictions

Contrairement aux prévisions du ministère de l'Éducation, la clientèle du cégep de Matane se maintient.

Le ministère avait prévu que la clientèle du cégep s'abaisserait de 28 % en cinq ans pour s'établir à 470 élèves à l'automne 2007-2008. La réalité a été tout autre. L'automne dernier, le cégep comptait 660 étudiants inscrits à temps plein.

Le directeur général, Émery Béland, explique que le cégep a complètement revu son offre de formation afin d'augmenter le taux de fréquentation. L'introduction de nouveaux programmes comme la production 3D ou les techniques en multimédia a su attirer une clientèle de l'extérieur de la région.

L'équipement du département de la photographie a aussi été renouvelé et le contenu pédagogique a été redéfini, ce qui a permis d'attirer de nouveaux étudiants. Le collège s'est aussi attaqué au recrutement de la clientèle internationale. Bon an, mal an, il accueille depuis près d'une centaine d'élèves étrangers.

En raison de ce succès, l'établissement doit maintenant faire face à une pénurie de chambres pour les étudiants. Elle a récemment lancé un appel à la population locale pour héberger ses nouveaux étudiants.

Le cégep travaille par ailleurs à l'implantation d'un nouveau programme au Maroc, ce qui lui permettra, espère la direction, d'exporter son expertise. (Radio-Canada)

Financement des organismes de développement, le ministre Blackburn rabroué

Le ministre du Développement régional à Ottawa, Jean-Pierre Blackburn, soulève les protestations de part et d'autre sur la scène fédérale.

Sa décision de mettre fin aux subventions récurrentes aux organismes sans but lucratif pour leur fonctionnement a déclenché l'ire du ministre québécois Claude Bachand et du député bloquiste Raynald Blais. Le ministre Blackburn souhaite allouer ces fonds vers la création d'emplois en l'offrant directement à des projets de PME.

Cette décision affectera le portefeuille d'une demi-douzaine d'organisme de la Gaspésie, tel que le TechnoCentre éolien. Selon le ministre du Développement économique du Québec, Raymond Bachand, cette décision fera perdre entre 20 et 30 millions de dollars à la province. (CHAU-TVA)

Grâce à un nouveau placement privé

Pétrolia a réussi à se dénicher 10 millions de dollars supplémentaires pour ses travaux d'exploration gazière et pétrolière.

Annoncé le 20 mai, l'exercice de recherche de financement a été complété vendredi, comme prévu.

Par l'entremise du travail d'une compagnie spécialisée dans les services bancaires d'investissement, la compagnie rimouskoise a mis la main sur un placement privé de 6 millions 350 mille dollars.

Par ailleurs, l'entreprise a réussi, de son propre chef, à dénicher les 3 millions 650 mille dollars manquants pour compléter ce financement de 10 millions de dollars.

Le produit net du placement sera utilisé pour les fonds généraux de Pétrolia et pour la poursuite des travaux sur la propriété Haldimand, à Gaspé.

La compagnie d'exploration pétrolière et gazière possède 45 % des parts du puits Haldimand, soit la même proportion que Junex. Les 10 % restants appartiennent à la firme Gastem. Au début mai, les trois partenaires ont annoncé des travaux de l'ordre de 5 millions de dollars sur la propriété Haldimand au cours de la prochaine année.

Les dirigeants de Pétrolia affirme avoir maintenant toute la latitude voulue pour réaliser leurs engagements. (CIEU-FM)

Rassurée

La Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs se réjouit que le secteur faune conserve son autonomie au sein du ministère des Ressources naturelles.

L'organisme craignait que le ministère des Ressources naturelles intègre les opérations du secteur Faune aux secteurs Forêts, Mines et Territoire.

La Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs est d'avis qu'à long terme, ce projet était synonyme du déclin de la représentativité de secteur de la faune au sein de ce ministère.

Toutefois, l'organisme a obtenu l'assurance que le ministère des Ressources naturelles assurera la représentativité de ce secteur au sein de son administration.

Premièrement, le gouvernement s'engage à doter à court terme le Québec d'une politique faunique qui assurera une place aux impératifs fauniques dans la gestion des ressources naturelles.

Le gouvernement s'engage aussi à supporter les Tables régionales de la faune pour qu'elles puissent assurer efficacement leur mandat de représentation du secteur de la faune auprès du ministère des Ressources naturelles.

Cette table intervient aussi auprès des Conférences régionales des élus et des Commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire. (CIEU-FM)

SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS DE PARCS ÉOLIENS

L'Université du Québec à Rimouski offrira, les 22 et 23 septembre à Cap-Chat, une formation visant à prévenir les accidents et à assurer la sécurité des travailleurs des parcs éoliens. Une première dans l'Est.

Avec le développement éolien actuel, le nombre d'équipes de construction, d'entretien et d'intervention dans les parcs éoliens se multiplie. C'est pourquoi l'UQAR a mis sur pied une session de formation qui va se dérouler sur le terrain, plus précisément au site de la grande éolienne de Cap-Chat.

Cette formation s'adresse autant aux opérateurs de parcs éoliens qu'aux techniciens d'entretien, aux pompiers, aux opérateurs de grues, au personnel de services d'urgence, aux pilotes d'hélicoptères, entre autres. « Nous l'ouvrons à tout le monde parce qu'il y a d'urgence et que nous sommes trop en retard, au Québec », indique le chercheur Jean-Louis Chaumel.

En plus de l'UQAR, Canadian Hydro Developers, la CSST et Air Medic sont au nombre des partenaires de la formation. Outre un volet théorique, la formation a un volet pratique où des simulations et des évacuations seront effectuées. « En Europe, chaque parc éolien devra faire lui-même ses propres expériences d'évacuation bientôt. Le problème, c'est qu'ils n'ont pas l'expérience et la formation pour faire cela », ajoute M. Chaumel.

Pour plus d'informations sur la formation, on visite le site www.uqar.ca/eolien ou on communique au 1 888 387-1818. (L'Avantage)

La Haute-Gaspésie encore une fois affectée par la crise forestière

Le ralentissement forestier éprouve encore une fois de plus la région de La Haute-Gaspésie. Cette fois c'est la coopérative de travailleurs forestiers Eaubois de Sainte-Anne-des-Monts qui crie à l'aide.

En 2007 l'entreprise qui effectue principalement des travaux de plantations et d'éclaircies pré-commerciales embauchait 80 travailleurs pour une masse salariale annuelle de 950 000 \$.

Cette année toutefois le rêve a tourné au cauchemar alors que la direction ne prévoit embaucher qu'une vingtaine de travailleurs pour une période de 5 semaines au plus.

Catastrophe

Le directeur général de la coopérative, Stéphane Castonguay explique le drame par plusieurs facteurs.

« La situation est attribuable à plusieurs facteurs. Les grandes entreprises de sciage nous font savoir qu'avec l'entrée en vigueur de leurs nouveaux plans quinquennaux elles n'auront plus besoin de traiter le peuplement forestier. On nous fait aussi savoir qu'avec la situation économique actuelle que l'industrie n'est plus rentable et qu'il faut couper quelque part.

À titre d'exemple nous avons effectué des travaux d'aménagement forestier de l'ordre de 950 000 \$ pour le compte de GDS l'an dernier. Cette année, l'entreprise révisé le tout à la baisse à 263 000 \$. Du côté de Cédrico, on parle de contrats annuels de 150 000 \$ normalement. Cette année pour nous c'est 0.

Chez Deniso Lebel généralement les contrats oscillent entre 150 000 \$ et 200 000 \$. Cette année, les contrats atteindront 130 000 \$ au maximum mais on devra attendre en septembre pour être payés », raconte-t-il d'un air abattu.

Les travailleurs et dirigeants d'Eaubois ont alerté le député Pascal Bérubé, le préfet Majella Émond et la ministre Nathalie Normandeau afin de recevoir de l'aide.

S'ils ne sont pas entendus et si la situation n'est pas corrigée dans un laps de temps acceptable, les travailleurs menacent alors d'entamer des moyens de pression. (Le Riverain)

Commercialisation du tourisme hors Québec

http://www.dec-ced.gc.ca/asp/SalleNouvelles/communiqués.asp?LANG=FR&TYPE_COMM=COMM&PRESS_RELEASE_ID=5339